

L'université post-Covid : décloisonnons les cursus !

Par Dr. Giovanni BRIGANTI, ULB, Président du CIMACS¹ & Pierre DE HANDSCHUTTER, UMONS²



La pandémie : une occasion de remettre en question le paradigme universitaire

La pandémie COVID-19 a mis les établissements d'enseignement supérieur à rude épreuve, obligeant les enseignants à revoir rapidement leurs pratiques pédagogiques. Plus encore, la crise tombe à point nommé pour redessiner les cursus en profondeur, en préconisant un enseignement réellement qualitatif plutôt que conduit par des indicateurs globaux.

La crise actuelle a illustré les limites de « l'expertise » : juxtaposer des connaissances pointues dans divers domaines ne suffit pas à résoudre une problématique complexe. Par ailleurs, plusieurs enjeux revêtent de manière évidente un caractère systémique et pluridisciplinaire. Prenons pour commencer l'enjeu écologique. Celui-ci nécessite bien sûr des solutions technologiques (« d'ingénieur ») mais s'accompagne également d'une refonte profonde des économies, de nouvelles dynamiques migratoires, d'innovations urbanistiques parmi tant d'autres. De même, l'intelligence artificielle (IA) engendre bien entendu des questions technologiques, mais pas seulement. Elle pose de nombreux écueils législatifs, bioéthiques³, et médicaux. À nouveau, la transdisciplinarité apparaît essentielle, et il est indispensable d'en tenir compte dans les formations universitaires. Illustrons cela avec la médecine : l'IA est en train de bouleverser le métier de médecin ; ainsi, de nouveaux cursus émergent dans des universités américaines visant à combiner le profil de médecin avec celui d'ingénieur, afin d'éduquer des médecins « augmentés » capables de guider le processus de révolution de la pratique médicale à l'ère des technologies intelligentes.

Concrètement, nous proposons 3 pistes d'action en vue de moderniser les cursus et favoriser une compréhension holistique des grands enjeux sociétaux.

Tout d'abord, il serait opportun de donner une sérieuse chance aux « bacheliers décloisonnés » : à titre d'exemple, plusieurs types de bacheliers présentent un pourcentage de correspondance des cours très élevé : ainsi, les bacheliers en médecine, pharmacie et sciences biomédicales sont très semblables dans toutes les universités francophones. Decloisonner les bacheliers n'a pas d'impact sur la « professionnalisation » des étudiants, qui s'effectue surtout dans le master : au contraire, permettre une introduction à plusieurs horizons (peut être à la manière major/minor des systèmes universitaires anglophones) tout en intégrant des notions transversales aiderait au développement de professionnels aux compétences plus actionnables dans des domaines différents. Un autre effet direct d'une telle mesure serait l'obtention d'une collaboration plus saine dans le secteur de la santé : il sera plus facile

¹ Giovanni.briganti@hotmail.com

² 534814@umons.ac.be

³ Transhumanisme,...

d'avoir confiance en les capacités de ses collègues (d'un métier différent) si l'on a étudié ensemble, l'accompagnement des patients n'en sera que facilité et les procédures seront plus efficaces.

Ensuite, il est impératif de mettre sur pied rapidement et structurellement des modules d'apprentissage transversaux à tous les cursus et consacrés aux enjeux contemporains importants tels que le climat et l'intelligence artificielle. Des outils analogues à la Fresque du Climat (FdC) <http://fresqueduclimat.org/> et la Fresque du Numérique (FdN) <https://www.fresquedunumerique.org/>, qui consistent à mobiliser l'intelligence collective de participants issus d'horizons variés autour de l'enjeu climatique en mettant l'accent sur les liens de causes à effets, pourraient être inspirants dans cette optique. Qu'on ne nous comprenne pas mal : l'objectif n'est pas de former des étudiants « touche à tout », sans pénétration profonde de certains savoirs et compétences, ni à ce que tous deviennent polymathes à la De Vinci. En revanche, nous sommes convaincus qu'il est tout aussi noble pour un étudiant de suivre un parcours « généraliste » qui mette l'accent sur une compréhension fine des corrélations au sein de et entre systèmes complexes que d'atteindre un certain niveau d'expertise dans un domaine très spécifique, avec le même niveau d'exigences *ceteris paribus*.

Enfin, rendre la « mobilité » universitaire davantage protéiforme serait expédient: face aux incertitudes liées aux contingences sanitaires, environnementales et politiques, la mobilité internationale des étudiant.e.s au sens classique du terme devient de plus en plus précaire. Nous proposons dès lors de mettre en place structurellement, parallèlement aux Erasmus, des « Intrasmus » permettant aux étudiant.e.s de réaliser un projet, mémoire ou autre initiative en collaboration avec des étudiant.e.s d'autres facultés. Cela constituerait une opportunité très concrète de familiariser les étudiant.e.s aux aspects transversaux et systémiques tout en mettant en œuvre des pratiques de travail collaboratives. On pourrait ainsi « bouger » son esprit sans se déplacer loin physiquement et tout en créant de la valeur ajoutée au sein-même de son université.

Ces changements radicaux, qui nous paraissent impérieux, ne sont pas profitables qu'aux étudiants. En effet, en « porosifiant » les facultés, des économies d'échelle pourraient être réalisées (par exemple en termes de charges et de matériel), tandis que la structuration des cursus autour de thématiques transversales impliquerait l'ensemble de la communauté universitaire en créant une effervescence, un état d'esprit institutionnel.

Ce nouveau paradigme universitaire est évidemment conditionné à une évolution des mentalités au sein même du corps académique. Il est en effet nécessaire de former les enseignants à la transversalité mais aussi de réduire la distance entre les étudiants et les chercheurs : plus que jamais, les universités doivent être capables de s'ériger en moteur du changement, d'enchevêtrer intimement enseignement et recherche en vue de susciter des vocations.

Dans un monde volatile, incertain, complexe, ambigu, il nous semble impératif que les étudiants soient préparés au mieux à des contextes labiles, en perpétuel changement. Ceci nécessite de transformer notre enseignement supérieur dans l'optique de rendre les étudiant.e.s acteurs et actrices des transitions auxquelles nous faisons face et pas simplement des « techno-experts » hermétiques.

Pour toutes ces raisons, nous proposons aux autorités académiques en Fédération Wallonie-Bruxelles de tenter le pari suivant : mettez en place dès que possible dans votre université des « Etats Généraux » de l'enseignement supérieur. Faites confiance à l'intelligence collective et laissez un an aux acteurs de l'université – étudiants, enseignants, PATO⁴,... - pour imaginer en partant d'une feuille blanche les contours d'un enseignement post-Covid plus efficient, en adéquation avec les enjeux de

⁴ Personnel Administratif, Technique, Ouvrier

notre temps et les aspirations de la jeunesse, tout en tenant compte des spécificités des campus respectifs.